

Barbara Pompili, une écologiste ralliée à LRM

La nouvelle ministre avait été secrétaire d'Etat sous Hollande

La nouvelle ministre de la transition écologique, Barbara Pompili, connaît le chemin. Elle a déjà occupé un bureau de l'hôtel de Roquelaure, de février 2016 à mai 2017, comme secrétaire d'Etat chargée de la biodiversité, auprès de Ségolène Royal, ministre dans les gouvernements socialistes de Manuel Valls puis de Bernard Cazeneuve. Elle ne connaît pas seulement les lieux mais aussi un certain nombre de thématiques dont celle, en particulier, de la protection de la nature : elle a porté une loi pour la reconquête de la biodiversité promulguée le 8 août 2016, qui a notamment introduit la notion de préjudice écologique dans le code civil.

Depuis juin 2017, comme présidente de la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire de l'Assemblée, elle a pu aussi se familiariser avec les protagonistes de nombre de dossiers. Mais Barbara Pompili aura-t-elle les moyens d'incarner l'accélération de la transition écologique promise par le chef de l'Etat, et attendue par une partie des Français, ainsi que l'ont montré les résultats des élections municipales, dimanche 28 juin ?

En transmettant les clés du ministère à sa successeuse, Elisabeth Borne lui légue une tâche ardue : transcrire dans la loi et la politique gouvernementale les propositions de la convention citoyenne pour le climat – remises au chef de l'Etat le 21 juin –, et inscrire la transition écologique comme marqueur de la fin du quinquennat d'Emmanuel Macron. La ministre est d'ailleurs numéro deux du gouvernement et hérite d'un vaste périmètre intégrant la thématique du logement, cruciale pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre, dont Emmanuelle Wargon sera la ministre déléguée. Le chef de l'exécutif n'a pourtant pas fait le choix d'un nom emblématique pour le ministère, comme pouvait l'être celui de Ni-

colas Hulot, préférant une diplômée de sciences politiques, au passé écologiste mais ralliée à la majorité présidentielle dès 2017.

Barbara Pompili, 45 ans, est, de fait, peu connue du grand public. Pas plus que ne l'étaient la plupart de ses prédécesseurs, dont François de Rugy, avec qui elle avait quitté les Verts en 2015 pour créer le Parti écologiste. Elle a ensuite rejoint La République en marche (LRM), à l'occasion de sa réélection comme députée de la Somme en juin 2017 – en juin 2012, c'est sous l'étiquette Europe Ecologie-Les Verts (EELV) qu'elle avait été élue.

Peser de l'intérieur

Doit-on voir dans son arrivée à la tête du ministère une reconnaissance pour être restée fidèle aux «marcheurs» du président et n'avoir pas rejoint les dissidents emmenés notamment par le député du Maine-et-Loire Matthieu Orphelin, ex-LRM, qui a créé, en mai 2020, le groupe parlementaire Ecologie Démocratie Solidarité (EDS), comprenant dix-sept députés ? «Je me souviens que, lors du projet de création de ce neuvième groupe parlementaire, des émissaires de la majorité m'ont fait passer le message d'un possible poste au gouvernement pour incarner l'écologie, en cas de renoncement», relate Matthieu Orphelin.

Barbara Pompili, qui avait assisté aux prémices d'EDS, a choisi de rester dans le giron de la majorité. Tout en prenant parfois la liberté de faire des pas de côté. Ainsi, aux dernières municipales à Amiens, elle soutenait une liste écologiste, emmenée par son compagnon, Christophe Porquier (ex-EELV), contre la maire sortante Union des démocrates et indépendants (UDI), Brigitte Fouré, qui avait le soutien de LRM.

C'est néanmoins au sein de la majorité qu'elle décide d'œuvrer, pour peser de l'intérieur, dit-elle. Elle lance, fin mai 2020, un courant au sein de LRM, regroupant une cinquantaine de députés,

baptisé «En commun pour une France humaine, écologique et solidaire». «Nous aurons aussi à concrétiser les travaux de la convention citoyenne sur le climat, fruit d'une délibération citoyenne éclairée et libre. Ils dessinent un nouveau contrat écologique», écrivent les signataires dans la tribune de lancement.

Barbara Pompili connaît les difficultés qui l'attendent. Elle dénonçait, dans une interview au *Monde* en mai 2016 l'influence des «lobbys» de la chasse, de l'agriculture intensive, ou de l'agrochimie. Elle a manifesté son opposition à certains intérêts, en signant par exemple, le 22 juin dans *Libération*, une tribune contre le développement des projets d'entrepôts et mégacentres de tri de l'e-commerce, ciblant en particulier Amazon.

L'un des premiers objectifs de la ministre sera de tenir les orientations fixées dans la loi énergie climat, avec notamment l'objectif de neutralité carbone en 2050.

Sur le nucléaire, la nouvelle ministre va se trouver dans une position délicate. Barbara Pompili a derrière elle un parcours de militante antinucléaire. Lors de sa réélection en 2017, elle met sur pied une commission d'enquête parlementaire sur la sûreté et la sécurité des centrales nucléaires. Elle expliquait alors au *Monde* vouloir «sortir de l'opacité» sur ce sujet. Et affirmait n'être «pas d'accord» avec Emmanuel Ma-

SON PARCOURS DE MILITANTE ANTINUCLÉAIRE VA LA PLACER DANS UNE POSITION DÉLICATE FACE À LA FILIÈRE

cron sur le fait que le nucléaire est une énergie d'avenir.

Orelle sera la ministre de tutelle des principaux groupes du secteur, EDF et Orano (ex-Areva). M^{me} Pompili aura ainsi à échanger avec la filière sur le chantier hors norme de l'EPR de Flamanville (Manche), et surtout à avancer sur des dossiers-clés : le découpage d'EDF pour sanctuariser les activités nucléaires et surtout les projets de construction de nouveaux réacteurs. En 2018, elle estimait ainsi «absurde» cette idée. Elle s'est également opposée au projet Cigéo de stockage de déchets nucléaires de longue durée à Bure (Meuse). La filière nucléaire risque donc d'accueillir fraîchement la nouvelle ministre.

Mais celle-ci saura certainement trouver des soutiens du côté des professionnels des énergies renouvelables. M^{me} Pompili s'est régulièrement prononcée pour une accélération du développement de l'éolien et du solaire. Elue de la Somme, un département très divisé entre pro et antiéolien, elle a

souvent pris parti pour desserrer les contraintes pesant sur la création de nouveaux parcs.

Sur ce sujet, elle devra faire appliquer la feuille de route énergétique de la France, qui prévoit un fort développement des énergies renouvelables. Et également conduire la fermeture des quatre dernières centrales à charbon en France avant 2022. Une promesse d'Emmanuel Macron qui sera difficile à tenir.

«Dans une équipe si ouvertement pro-chasse ou pro-corrída ou si peu encline à prendre sérieusement en compte les enjeux écologiques (...), la tâche paraît bien lourde», commentait, lundi 6 juillet, EELV. «L'expérience et l'engagement de Barbara Pompili pour l'environnement ne font aucun doute, mais nous sommes malheureusement sceptiques sur l'influence réelle qu'elle pourra avoir face à un président omniprésent», estimait de son côté Greenpeace.

Les marges de manœuvre dont bénéficiera Barbara Pompili devraient être rapidement connues. Fin juillet se tiendra un nouveau conseil de défense écologique, annoncé par Emmanuel Macron le 22 juin, alors qu'il recevait les membres de la convention pour le climat à l'Élysée. Une occasion pour le gouvernement de matérialiser son ambition verte affichée. ■

RÉMI BARROUX,
ALEXANDRE PIQUARD
ET NABIL WAKIM



La nouvelle ministre de la transition écologique, Barbara Pompili, le 7 juillet, à Paris. JULIEN MUGUET POUR «LE MONDE»

LE CONTEXTE

GOUVERNEMENT

Avec dix-sept femmes, quatorze hommes, seize ministres de plein exercice, quatorze ministres délégués et un secrétaire d'Etat porte-parole du gouvernement, le gouvernement Castex respecte la parité. Parmi les ministres de plein exercice, une relative stabilité est de mise, avec seulement trois nouveaux noms.

Promu premier dans l'ordre protocolaire, **Jean-Yves Le Drian** reste ministre de l'Europe et des affaires étrangères. Suivent **Barbara Pompili**, ministre de la transition écologique; **Jean-Michel Blanquer**, à l'éducation nationale; **Bruno Le Maire**, ministre de l'économie, des finances et de la relance et **Florence Parly** aux armées. **Gérald Darmanin** obtient le ministère de l'intérieur, **Elisabeth Borne** celui du travail et **Sébastien Lecornu** les outre-mer, quand **Jacqueline Gourault** garde le ministère de la cohésion des territoires. **Eric Dupond-Moretti**, ministre de la justice, est dixième dans l'ordre protocolaire, quand **Nicole Belloubet** était deuxième. L'ancienne ministre **Roselyne Bachelot** est nommée à la culture; **Olivier Véran** garde les solidarités et la santé tandis qu'**Annick Girardin** hérite d'un nouveau ministère, celui de la mer. **Frédérique Vidal** garde l'en-